

Caritas



au
Sahel



Périodique d'informations de Caritas au Sahel – Février 2013 - N°00

Crise au Mali



Foyers améliorés en
matériaux biodégradables
mis en place par Caritas
pour préserver l'écosystème

**Engagement en faveur des réfugiés
Maliens au Sahel**

Une nouvelle dynamique d'information et de communication

En période de crise, l'opinion et les médias n'ont pas la même lecture des événements (ampleur, enjeux, manifestations, conséquences...) Prônant la paix, la justice, la liberté, la dignité de la personne humaine dans ses actions quotidiennes, Caritas a un rôle majeur à jouer dans ce type de situation. Elle doit avoir son mot à dire à travers une communication bien élaborée.

En situation d'urgence, la communication de Caritas au Sahel doit lui permettre de communiquer rapidement et efficacement sur la situation, donner le maximum de visibilité et de lisibilité à la réponse de Caritas au niveau national et international, assurer un travail d'alerte et de veille stratégique pour être proactif.

C'est dans cette perspective et suivant les orientations du comité de pilotage de Caritas sur la crise au Mali que les chargés de communication et les chargés des urgences de Caritas au Sahel ont élaboré un plan de communication sur les urgences et la crise au Mali. L'objectif global de ce plan de communication est de mettre en place un système d'information et de communication crédible sur la crise au Mali et la réponse de Caritas.

Spécifiquement, il s'agira de collecter, traiter et diffuser une information crédible, homogène et consensuelle sur la crise au Mali, valoriser et rendre visibles et lisibles les réalisations de Caritas en matière de réponse à la crise au Mali, renforcer enfin la synergie entre les services de Communication et des Urgences de Caritas au Sahel ainsi que leurs compétences.

Cette nouvelle dynamique communicationnelle repose sur une approche régionale. Communicateurs et Urgentistes de Caritas au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal unissent leurs efforts pour une même cause. Ils exploiteront les dif-

férents canaux de communication pour accroître la présence de Caritas dans les media nationaux et internationaux et pour inciter les chrétiens et hommes et femmes de bonne volonté à s'engager davantage dans les actions caritatives.

C'est pour donner forme à ce nouvel élan, que le mensuel « Caritas au Sahel » est lancé. Avec les autres supports de communication, il permettra à Caritas de mieux orienter sa communication pour plus d'impact. C'est une responsabilité que les communicateurs et urgentistes entendent pleinement assumer.



Arsène Flavien BATIONO
Chargé de Communication et de
Plaidoyer
OCADES Caritas Burkina

Caritas au Sahel se dote d'un Plan de Communication

Du 19 au 23 février 2013, s'est tenue à Ouagadougou, une rencontre des chargés de communication et des urgences de Caritas au Mali, au Burkina, au Niger et au Sénégal. L'objectif global de cette rencontre était d'identifier les mécanismes et approches appropriées pour la conduite des actions de communication de Caritas au Sahel face aux urgences humanitaires causées par la crise au Mali.

Ces assises ont ainsi permis d'élaborer un plan de communication régional qui se veut être celui du EA (Emergency Appeal, en français "Appel d'Urgence") 38/2012 Sahel, intitulé « Projet régional de réponse d'urgence et de renforcement des capacités de Caritas à la crise au mali » (Mali, Niger, Burkina, et Sénégal).

Les participants à la session ont aussi visité les sites de réfugiés de Mentao et de Goudebou dans le diocèse de Dori ; ce qui leur a permis de réaliser des reportages et interviews.

Au-delà de l'amélioration de la stratégie de communication de Caritas au Sahel, dans le but de renforcer la visibilité de Caritas en matière de réponse aux conséquences humanitaires de la crise au Mali, cette

rencontre a permis de poser les bases d'une nouvelle dynamique en matière de communication.

Cette dynamique repose sur 03 axes : communication interne, communication institutionnelle et lobbying, dynamique institutionnelle et renforcement des capacités. Les domaines identifiés dans ce dernier cas vont de la PAO et de l'infographie à la création/administration de sites internet en passant par le montage audiovisuel, la conception d'outils de communication pour les situations d'urgence... Un comité se chargera de la supervision, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du plan de communication.

Avec ce nouveau plan de communication, Caritas au Sahel se lance désormais le défi d'assurer une communication qui, non seulement respecte l'identité de Caritas, mais contribue dans le même temps à lui donner l'image d'une organisation toujours présente et agissante au cœur des souffrances humaines.

Ouagadougou, le 23 février 2012
Les Chargés de Communication et d'Urgences de Caritas au Sahel.

Crise au Mali

FOCUS

L'analyse de Caritas au Sahel

« Caritas au Sahel lance un appel à tous les membres de la confédération Caritas et aux organismes partenaires dans les initiatives de développement. Le Sahel est à la croisée des chemins. Si vous n'agissez pas maintenant, vous aurez probablement eu raison parce que la situation est difficile à cerner ou encore parce que les choix des Caritas du Sahel ne répondent pas à vos critères propres. Mais nous aurons certainement à faire face demain ensemble à des conséquences insurmontables. Nous demandons un véritable engagement de Caritas pour le Sahel. Ensemble nous serons plus forts pour relever les défis qui s'annoncent si importants. »

Contexte de la crise

Le Mali est confronté depuis le début de l'année 2012, à la plus grave crise de son histoire récente. Alimentée par le retour de combattants venus de Libye après la chute de Mouammar Kadhafi, une rébellion touarègue a lancé des attaques contre des garnisons maliennes dans le nord du pays, début janvier 2012. Contestant la gestion du conflit du président malien, Amadou Toumani Touré, un groupe de sous-officiers, dirigés par le capitaine Amadou Sanogo prend le pouvoir à la suite d'un putsch militaire, le 22 mars 2012. Après le coup d'Etat, les trois régions administratives du nord Mali : Tombouctou, Gao et Kidal tombent rapidement entre les mains de groupes armés conduits par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), Ançar Dine : mouvement islamo-politique dont la revendication est l'application de la loi islamique (Charia) sur l'ensemble du territoire malien ; Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), mouvement terroriste, spécialisé dans l'enlèvement d'otages et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), soutenu par le groupe islamo-terroriste Boko Haram. Au fil du temps, les 03 derniers groupes prennent le dessus sur le MNLA et s'emparent du nord malien qu'ils transforment en terre de violence sur les femmes et les populations par l'application sauvage de la loi islamique.

Développements récents

Le 10 janvier 2013, les groupes rebelles, après avoir interrompu les négociations de paix qui se tenaient au Burkina Faso et en Algérie, prennent successivement les villes de Konna (700 km au nord-

est de Bamako) et de Diabali à l'ouest du pays (autour de 400 km de Bamako), lors d'une offensive surprise des combattants islamistes. L'objectif est de déclencher un désordre qui entraînerait la chute du pouvoir de transition et de s'emparer du pouvoir d'Etat pour instaurer sur le Mali puis sur la sous région sahel une charia. Cette offensive déclenche l'intervention de la France, qui redoutait une percée vers Bamako (sud) des jihadistes. Cette intervention, dénommée « Opération Serval », s'est d'abord traduite par des frappes aériennes, puis par un engagement de troupes au sol. Actuellement, plus de 2.500 soldats français sont présents au Mali.

Du côté africain, la Mission internationale de Soutien au Mali (MISMA) organise le déploiement de ses troupes. Huit pays ouest-africains - Nigeria, Togo, Bénin, Sénégal, Niger, Guinée, Ghana et Burkina Faso - plus le Tchad ont déjà annoncé leur contribution à la MISMA. Au total, près de 5.300 soldats du continent africain seront déployés au Mali, pour renforcer à terme le dispositif de l'armée française et de malienne.

Il semble à la date du 22 janvier 2013 que les jihadistes, ont été chassés de Diabali et de Konna. Cependant une prise d'otage en Algérie sur le site gazier de Tiguentourine, à une quarantaine de kilomètres au Sud d'In Amenas, dans le Sud-est de l'Algérie, à un jet de pierre de la frontière avec la Libye, repose le problème de l'engagement des pays riverains du Mali dans la crise malienne. Le 17 janvier 2013, les Algériens ont lancé un assaut pour libérer les otages avec un dénouement sanglant avec plus de 30 otages tués avec les terroristes.



Ecrit par
Abbé Isidore OUEDRAOGO
Secrétaire Exécutif National
OCADES Caritas Burkina

La guerre va continuer encore des jours, et peut être des mois encore ! L'armée malienne, les troupes françaises, Tchadiennes et celle de la MISMA vont avancer vers le nord du pays à la rencontre des jihadistes. La guerre s'est installée avec ses multiples conséquences immédiates et à long terme. Caritas au Sahel ne saurait donc être absente de cette tragédie régionale.

Les estimations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) font état de 300.000 déplacés supplémentaires au Mali et de 400.000 dans les pays voisins dans un avenir proche. Le 20 février 2013, 69 221 réfugiés étaient enregistrés en Mauritanie contre 53 841 pour le Niger et 47205 au niveau du Burkina Faso. A la même date, le Mali enregistrerait 205 840 personnes déplacées internes.

Ces déplacements de populations dus à l'intensification des combats pourraient se renforcer dans les jours ou semaines à venir. Les populations hésitent encore à partir de peur d'être confondues à des combattants ou d'être victimes d'erreurs lors des bombardements car il n'existe pas encore de couloirs humanitaires. Les jihadistes sont d'ailleurs accusés de vouloir utiliser les populations civiles comme bouclier humain.

Il est à noter une nette intensification du niveau d'insécurité dans les pays de la sous région malgré le sentiment général de soulagement après l'intervention de l'armée

Suite à la page 4

L'analyse de Caritas au Sahel

FOCUS

Suite de la page 3

française. Il est à craindre dans les différents pays le réveil de cellules dormantes islamistes entraînées et bien équipées qui pourraient causer des désordres, perpétrer des enlèvements ou des attentats etc.

Lors de l'élaboration du plan de contingence régional par les Caritas du Sahel en novembre 2012 à Ouagadougou, le scénario de la guerre semblait le plus probable. Il s'est réalisé de manière précoce. Tout le monde savait qu'il y aurait la guerre mais les questions « par qui, quand et comment » faisaient objet de mille supputations. Les conséquences majeures que nous avons identifiées étaient les suivantes :

Au niveau sociopolitique :

- Afflux massifs de réfugiés maliens niveau des pays limitrophes;
- Crise humanitaire majeure ;
- Crise alimentaire et sécuritaire;
- Déplacement des populations (et leurs bétails) à l'intérieur et vers les pays frontaliers ;
- Radicalisation possible sur le plan religieux,
- Cohabitation difficile entre réfugiés et populations autochtones ;
- Attentats et enlèvements d'humanitaires.

- Blessés de guerre ;

- Dégradation des conditions de santé, d'hygiène et d'assainissement et risque d'épidémies ;
- Recrudescence du grand banditisme et augmentation des violations des droits humains

Au niveau économique :

- Renchérissement du coût de la vie;
- Réduction de l'aide au développement;
- Fragilisation de l'économie;
- Augmentation des prix ;
- Dégradation de l'environnement (bois de chauffe, abris...)
- Dégradation des ressources naturelles ;

- Baisse de l'activité touristique
Caritas Mali, Caritas Sénégal, CADEV Niger, OCADES Caritas Burkina, CRS Burkina, Mali et Niger sont déjà engagés dans des programmes d'aide aux populations réfugiées ou déplacées en collaboration avec UNHCR ou

d'autres organisations d'aide.

Après l'élaboration du plan de contingence régional par les Caritas du Mali, du Niger, du Sénégal et du Burkina Faso, un appel d'urgence a été lancé depuis mi-décembre 2012 (EA38/2012) par Caritas Internationalis pour permettre aux Caritas de réaliser des interventions de qualité dans la prise en charge des réfugiés et personnes déplacées.

Avec l'intervention militaire française, des concertations sont en cours pour révision de l'EA38/2012 dans un premier temps afin de permettre aux Caritas impliquées d'intégrer des volets d'urgence. Les actions suivantes sont considérées comme prioritaires dans la révision de l'appel d'urgence :

- Réaliser des évaluations de la situation dans les zones où sont les personnes déplacées/refugiés ;
- Mettre en oeuvre un dispositif régulier de suivi de l'évolution de la crise (collecte et la diffusion d'informations) ;
- Renforcer les capacités des équipes opérationnelles : certaines formations sont indispensables dans le contexte de guerre pour le personnel opérationnel (exemple de la sécurité des personnes et la gestion de la sécurité) ;
- Améliorer la capacité d'intervention et de coordination de Caritas Mali : recruter du personnel pour Caritas Mali et renforcer les équipes diocésaines opérationnelles pour éviter que les mêmes personnes soient au four et au moulin à la fois (problème d'efficacité) ;
- Pré-positionner des vivres et des NFI dans les localités les plus affectées (Bamako, Ségou, San, Koutiala et Mopti au Mali et éventuellement à la frontière du Burkina et du Niger) ;
- Renforcer le mécanisme de coordination des équipes terrain autour des Caritas nationales : partager les informations sur les engagements, créer une meilleure synergie d'action entre les membres de Caritas dans la région etc.
- Intégrer les besoins des popula-

tions locales dans les actions de prise en charge et penser à accompagner la cohésion sociale entre populations hôtes et populations déplacées/refugiées pour éviter les conflits autour des ressources ;

- Structurer l'action des Caritas de manière à favoriser la paix sociale et une plus grande tolérance dans les comportements des populations.

A venir :

Caritas au Sahel est entrain de réviser le EA38/2012 et espère le rendre disponible pour début février 2013. Caritas Mali se déplacera au Burkina la semaine du 28 janvier au 2 février et nous voulons saisir l'occasion pour finaliser la révision de l'EA38-2012.

Caritas au Sahel lance un appel à tous les membres de la confédération Caritas et aux organismes partenaires dans les initiatives de développement. Le Sahel est à la croisée des chemins. Si vous n'agissez pas maintenant, vous aurez probablement eu raison parce que la situation est difficile à cerner ou encore parce que les choix de Caritas au Sahel ne répondent pas à vos critères propres. Mais nous aurons certainement à faire face demain ensemble à des conséquences insurmontables. Nous demandons un véritable engagement de Caritas pour le Sahel. Ensemble nous serons plus forts pour relever les défis qui s'annoncent si importants.

Merci à tous ceux qui nous envoient des mots de soutien et d'encouragement. Merci à tous ceux qui ont déjà apporté des contributions à notre appel. Merci aussi à ceux qui s'organisent jour et nuit pour nous soutenir de leurs ressources. Merci à ceux qui nous portent dans leurs prières de tous les jours pour que nous puissions bannir la violence et la haine de nos cœurs. Dieu vous bénisse !



Caritas au Sahel



Origine, conséquences et perspectives

Origine

Le Mali est un pays sahélien et enclavé, situé au cœur de l'Afrique de l'ouest, avec ses 1.240 000 km² pour environ 14 500.000 habitants.

Le 22 mars 2012, le Gouvernement du Mali a été renversé par un coup d'état militaire. A cette crise politico-institutionnelle, est venue s'ajouter l'occupation des trois régions nord du pays (Kidal, Gao et Tombouctou). L'occupation de ces trois régions a créé un déplacement massif des populations de ces localités, fuyant les conditions à elles imposées par les nouveaux occupants. Ainsi, à la date d'octobre 2012, près de 412 401 personnes avaient fui le nord depuis l'occupation de cette zone. Ce chiffre était composé de 203 843 déplacés à l'intérieur du pays et 208 558 réfugiés dans les pays voisins. L'aggravation de la crise au sud à Bamako a permis aux groupes armés d'étendre leurs zones d'occupation un peu plus au sud en s'installant dans une partie de la région de Mopti, dans le cercle de Douentza.

Ces groupes armés sont composés d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) ; du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ; d'Ançare Dine ; du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNL). Evolution

L'occupation de ces localités par ces groupes a donné lieu à des exactions de toutes sortes : amputations, flagellations, lapidations, obligation du port du voile par les femmes et les jeunes filles, interdiction de jouer au ballon, de boire de l'alcool, démolition de mausolées, etc.

L'occupation des régions nord du Mali par ces groupes armés et les exactions qu'ils y commettaient ne pouvait laisser la communauté internationale indifférente qui s'est mobilisée pour y trouver une solution. C'est ainsi que la Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA), les Nations

Unies ont activé les leviers internationaux de réponse, au nombre desquels les différentes résolutions des Nations Unies dont la dernière, la 2085, autorisait une intervention armée au Mali pour en déloger les groupes armés.

Depuis le 9 janvier 2013, les groupes armés ont décidé d'attaquer les positions avancées de l'armée nationale du Mali à Konna, une bourgade située à une centaine de kilomètre de Sévaré, où est stationnée l'essentiel de troupes et où se trouve l'Etat-major opérationnel. La prise de cette localité par les groupes armés après 24 heures de combats violents a amené les autorités de transition à demander d'urgence l'intervention des troupes françaises.

La prise de Konna a engendré une panique généralisée au sein de la population et nombreuses sont celles qui se sont déplacées vers les villes du sud (Mopti, San, Koutiala, Sikasso) et certains pays voisins (Niger, Burkina Faso).

L'intervention de la France a permis de reprendre Konna aux Groupes armés qui ont déplacé la ligne de combat dans la région de Ségou, plus précisément dans le cercle de Niono, zone de production rizicole et de culture de contre-saison. L'entrée des groupes armés à Diabaly a également provoqué des déplacements de populations vers le sud (Niono, Ségou, San, Kayes) et certains pays voisins (Mauritanie, Burkina Faso).

Conséquences

Les exactions et la peur des conséquences de l'application de la résolution 2085 ont entraîné le déplacement de nombreuses populations vers les villes plus sûres du sud (Mopti, San, Koutiala, Sikasso, Ségou, Bamako, Kayes) et certains pays voisins (Niger, Algérie, Mauritanie, Sénégal, Burkina Faso).

Cette première vague a concerné près de 460.000 personnes dont environ 240.000 déplacées internes et 220.000 réfugiées, selon les différentes agences humanitaires (UNHCR, OCHA, OIM,



Gaston GORO

Conseiller en communication chargé des urgences Caritas Mali

Oxfam GB). Le nombre de réfugié et de déplacés est en augmentation constante depuis la reprise des hostilités en janvier 2012. En effet, de 174 003 déplacés internes en juillet, ils sont aujourd'hui évalués à 203.843 personnes et la situation sécuritaire ne permet pas d'envisager une inversion de cette tendance actuelle. Ces populations déplacées sont parties de chez elles, abandonnant tout : animaux, emplois, matériels et autres moyens d'existences. Elles se retrouvent ainsi dans des situations de vulnérabilité accrue, faisant planer sur certaines couches d'entre elles (notamment les jeunes filles et les femmes seules) des risques de pratiques incompatibles avec la dignité humaine si leurs besoins élémentaires essentiels ne sont pas satisfaits.

Situation actuelle

Actuellement, toutes les grandes villes du nord du Mali ont été reprises aux groupes armés qui se sont retirés, soit dans les zones reculées soit dans les villages environnants. Si du temps de l'occupation des villes du nord par les groupes armés, l'approvisionnement desdites villes se faisait principalement depuis la Mauritanie et l'Algérie, la nouvelle donne rend difficile cet approvisionnement et ce sont des villes asphyxiées qui ont du mal à subvenir à leurs besoins.

Sur un tout autre plan, un ancien acteur s'est fait de nouveau inviter dans la crise. Il s'agit du MNLA qui avait disparu en tant qu'organisa-

Communicateurs et urgentistes à la rencontre des réfugiés maliens à Mentao et Goudebou

Reportage



**Amadou BOULWEYDOU, Responsable des Urgences
Caritas - Niger, en entretien avec un réfugié du camp de Mentao**

L'objectif général de cette mission était de renforcer la visibilité des actions de Caritas en matière de réponse aux conséquences humanitaires provoquées par la crise au Mali.

Spécifiquement, il s'agissait d'échanger avec les bénéficiaires (refugiés) sur

leurs conditions de vie dans ces camps, de s'imprégner des actions concrètes menées par les partenaires dans ces camps en général l'OCADES Caritas Burkina en particulier, de permettre aux communicateurs et urgentistes de mieux comprendre la

structuration et le mode de fonctionnement de ces camps.

Dans les deux camps, communicateurs et urgentistes ont eu des échanges fructueux avec les comités de gestion, les enfants, les jeunes, les femmes. Les actions menées par l'OCADES Caritas Burkina sur ces sites vont des sensibilisations sur l'éducation environnementale à la construction des foyers améliorés en banco en passant par la distribution du bois de chauffe, etc.

Après les différentes visites, les membres de l'équipe ont reconnu à l'unanimité la pertinence et la portée des actions menées par l'OCADES Caritas Burkina pour l'amélioration des conditions de vie des réfugiés sur ces camps de Mentao et de Goudebou.

Ces visites ont également contribué au renforcement de la collaboration entre communicateurs et urgentistes de Caritas au Sahel.

Ecrit par Amadou BOULWEYDOU

Origine, conséquences et perspectives

Suite à la page 5

tion du champ militaire après les affrontements qui l'ont opposé successivement aux trois autres groupes Ansar Dine à Kidal, AQMI à Tombouctou et le MUJAO à Gao et Ménaka.

Perspectives à moyen et long terme au Mali et dans les pays voisins

Les groupes armés ne sont pas totalement vaincus. Ils restent diffus dans les zones environnant les grandes villes avec des capacités de nuisance suffisantes pour empêcher toute intervention. La nuisance de ces groupes se trouvera davantage amplifiée par les éléments du MNLA qui ont navigué au gré des circonstances entre le MNLA lui-même et les trois autres groupes.

D'autre part, les autorités de transition entendent organiser des élections au mois de juillet 2013. Si ces élections sont organisées sans

Réfugiés maliens au Burkina Faso



toutes les composantes du nord, comment les composantes non prises en compte vont-elles réagir ?

Une mission des communicateurs de Caritas au Sahel effectuée dans les sites des réfugiés de Mentao (Djibo Burkina Faso) et de Goudebou (Dori Burkina Faso) livre quelques enseignements.

Dans les sites de Mentao Nord, Centre et Sud, la volonté de rester hors du Mali est manifeste. Par contre à Goudebou, la plupart des personnes interviewées ont manifesté la volonté ferme de rentrer chez elles le plus tôt possible.

**Ecrit par Gaston GORO
Conseiller en communication
chargé des urgences Caritas Mali**

zoom sur : le camp des réfugiés maliens a goudebou au Burkina Faso

Plus de 10 000 personnes installées



L'entrée du camp des réfugiés maliens au Burkina Faso, camp de Goudebou

Goudebou se trouve au Nord Est de la région de Dori, située à 268 km au Nord de Ouagadougou, et à une centaine de kilomètres de la frontière malienne.

Cette bourgade abrite un camp de réfugiés qui s'étend sur 120 ha. Selon Guillaume Coulibaly, il pourrait bien être redimensionné à cause de l'arrivée de plus en plus massive des réfugiés maliens depuis le déclenchement de l'opération Serval.

A l'entrée du camp, doté de grilles de protection, se trouve un poste de police. Il répond aux normes d'un camp planifié, selon les spécialistes de l'humanitaire.

Guillaume Coulibaly, un jeune burkinabé d'une trentaine d'années, spécialiste du droit humanitaire, doublé d'un grand humaniste, assure la gestion du camp de Goudebou. Il se sent toujours interpellé par la fragilité humaine. La preuve, il a quitté un cabinet d'avocats pour assurer la gestion de ce camp depuis son ouverture en octobre 2012, soit plus de neuf mois après celui de Mentao.

Avant l'intervention de l'armée française et de ses alliés, ce camp ne comptait que 5.000 réfugiés. Aujourd'hui, il est à plus de 10.000 réfugiés, pris en charge chaque jour. Guillaume prévoit que d'ici quelque

mois, il pourrait devenir l'un des plus grands à accueillir les réfugiés de la crise malienne aux pays des hommes intègres.

Parmi ces réfugiés, les plus nombreux sont des touaregs mais on y trouve aussi des Sonraï et d'autres ethnies africaines du Mali. En plus clair, il y a aussi des noirs qu'on ne retrouve presque pas dans les camps de Mentao. Des maires de communes, des conseillers nationaux et autres autorités sont aussi là...

Les réfugiés sont installés sous des tentes qui sont organisées en blocs. Un bloc est tout simplement un ensemble de 16 tentes pour 16 ménages. Ces blocs sont comme des îlots dans ces camps. La liberté est entièrement laissée aux réfugiés de choisir leur bloc d'installation sur la base des affinités et de la confiance. La vie sous les tentes n'est pas aisée et comporte beaucoup d'exigences.

La gestion du camp se fait avec les leaders naturels des groupes de réfugiés. L'un des principes d'administration que les intervenants se sont imposés dans ce camp est de ne jamais entrer dans le jeu des considérations ethniques ou raciales ou encore politiques. Tous les réfugiés

sont égaux. Les intervenants doivent rester professionnels et se mettre à l'écoute de tous, sans exclusive.

Depuis l'installation de ce camp à Goudebou, aucun cas d'agression ou d'hostilité n'a été enregistré, ni de la part des réfugiés maliens ni de la part des populations locales. La cohabitation est presque parfaite. A l'entrée se trouve un marché, dont l'approvisionnement est assuré par les populations locales.

Guillaume renseigne que les réfugiés enterrent même leurs morts dans le cimetière de la localité sans aucun problème.



Écrit par Abbé Roger GOMIS
Chargé de Communication
Caritas Sénégal

La protection de l'environnement priorisée



700 foyers améliorés en banco ont été également construits au profit des femmes réfugiées

L'OCADES Caritas Burkina est l'une des premières organisations à soutenir les réfugiés dès les premiers instants de la crise au Mali. Grâce à ces démembrements qui vont jusqu'au niveau village, l'OCADES a été informée de l'arrivée des réfugiés dans la province de l'Oudalan notamment à Inabao, Gandafabou, Dibissi et Gountourégné, etc, de populations réfugiées venues du Nord Mali.

De façon tacite, l'OCADES à travers le Secrétariat Exécutif de Dori a donné plus de 7 tonnes de vivres (petit mil, sucre et riz), des kits d'hygiène, du matériel de couchage, de toilette et de cuisine) aux réfugiés de Gandafabou.

Après une évaluation rapide de la situation, le Secrétariat exécutif de Dori a mené beaucoup d'activités notamment des distributions de vivres, des réhabilitations de forages et des kits d'urgence au profit des réfugiés des sites de l'Oudalan et du Soum à savoir Ferrerio, Gandafabou, Damba, Mentao entre autres. Plus de 5 millions ont été mobilisés pour l'appui des premiers réfugiés dès leur arrivée. L'OCADES Caritas Burkina avec l'appui technique et financier du HCR a en charge le volet environ-

nement notamment la fourniture de l'énergie domestique aux réfugiés. Ainsi, cent soixante neuf tonnes soit 169 890 kilogrammes de bois ont été collectés et distribués aux ménages sur les sites de Damba, Mentao, Sagniognogo et Goudébo au profit de 2 253 ménages bénéficiant de dotation régulière (mensuelle) de bois de cuisine. 700 foyers améliorés en banco ont été également construits au profit des femmes qui ont été formées à leur utilisation. Il y a aussi la distribution de 2000 foyers métalliques dans les camps et enfin l'éducation environnementale des réfugiées qui prennent de plus en conscience de la nécessité de bien gérer et de protéger la ressource naturelle existante, déjà insuffisante pour les populations autochtones. Ce projet bénéficie également aux populations autochtones dont une centaine de familles rurales participent à la collecte du bois de cuisine dans les provinces du Soum et de l'Oudalan. Quant aux réfugiés, ils bénéficient du cash for work à travers le déchargement du bois qui leur permet de gagner de l'argent. En plus, des réfugiés femmes et hommes sont em-

ployés dans la mise en œuvre du projet pour les activités de sensibilisation et les ateliers de construction de foyers améliorés biodégradables. De nos jours et selon les données du HCR en date du 8 février 2013, on estime le nombre de réfugiés à 45 998 dont 40 280 vivent effectivement dans les camps de réfugiés. Suite au déclenchement de la guerre au Nord Mali et pour des raisons de sécurité, les réfugiés de Damba, Inabao, Gandafabou, Dibissi, Gountourégné et Bobo-Dioulasso ont été relocalisés sur les sites officiels que sont Mentao (Soum), Goudébo (Dori) et Sagniognogo (Ouagadougou). L'intervention de l'OCADES Caritas Burkina est bien visible sur les sites à travers l'utilisation des foyers améliorés métalliques et en banco par les femmes et la disponibilité du stock de bois entassé sur les sites. On peut également noter avec satisfaction la bonne collaboration entre l'OCADES et les réfugiés qui la citent souvent comme l'un des partenaires dont les actions sont capitales et palpables, en ce sens qu'elle œuvre pour l'épanouissement de tout homme et de tout l'homme. Comme perspectives, le projet de distribution d'énergies solaires va intégrer d'autres types d'énergie dont les cuiseurs solaires pour juguler la faible disponibilité du bois mort et l'éloignement des sites de collecte situés à plus de 200 kilomètres des camps. Il y a également l'éclairage des camps avec l'énergie solaire qui va contribuer à la sécurité des camps et enfin l'aménagement d'un espace à l'intérieur du camp. Enfin, l'OCADES ambitionne renforcer ses actions en faveur des populations autochtones avec l'aide d'autres partenaires.

Ecrit par Koyir Désiré SOME, chargé des urgences OCADES

Hamis : un talent de leader sur le camp de réfugiés de Goudebou



El Hamis Hakbidadjahi, réfugié malien, à droite avec Koyir Désiré SOME, Chargé des Urgences OCADES Caritas Burkina

« Nous sommes toujours des Maliens et nous allons mourir maliens. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons fui parce que nous n'avons pas la force de combattre pour notre chère patrie le Mali ».

Ces propos traduisent l'amour et la nostalgie de la patrie. Il s'appelle El Hamis Hakbidadjahi, réfugié malien, âgé de 28 ans et relocalisé sur le nouveau site de Goudebou à une quinzaine de kilomètres de Dori, ville située au Nord du Burkina Faso. Sur ce site vivent plus de 2382 familles soit 8222 personnes selon les données du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) en date du 8 février 2013. Les jeunes constituent plus de 60% de la population totale du site de Goudebou.

Hamis fait partie de ces jeunes dont l'avenir semble avoir été compromis par la guerre au Nord Mali. Après sa formation de secrétaire sanctionnée par un diplôme, Hamis se retrouve gestionnaire de pharmacie par la force des choses à cause du manque d'emploi. Par son dynamisme et sa soif d'aller de l'avant, Hamis gagne en maturité et tente de mieux en mieux de s'adapter à la vie active et de saisir ses chances.

De gérant de pharmacie, il devient

animateur en nutrition pour le compte d'une organisation locale. Suite aux attaques qui ont été perpétrées en janvier 2012 au Nord Mali, il est contraint de quitter son pays et son travail qu'il a durement acquis, afin de sauver sa vie et de retrouver sa famille qui l'avait déjà précédé au Burkina pour les mêmes causes.

Depuis son arrivée au Burkina en tant que réfugié, Hamis se sent plus en sécurité mais il n'est pas près d'oublier la disparition brutale de son père par suite de grave maladie, quatre mois après leur arrivée à Ferrier, un site de réfugiés basé à Gorom-Gorom en territoire burkinabè. Avec la naissance de sa fille qui a six mois aujourd'hui, Hamis est devenu chef de famille par la force des choses et devra prendre en charge sa famille. Il partage sa journée entre les activi-

tés d'animateur OCADES et de retrouvailles avec les jeunes de son âge.

Jeune chef de famille, il est plutôt préoccupé par l'avenir des jeunes de sa génération que par ses responsabilités de chef de famille. En effet, lui a eu la chance d'être employé sur le site comme Team leader pour l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES Caritas Burkina), structure qui travaille en partenariat avec le HCR et qui fournit l'énergie domestique aux réfugiés dans les camps.

Hamis, est un leader, bien connu de la communauté. Il connaît les coins et les recoins du vaste site de Goudebou qui s'étend sur plus de 15 mille hectares. Difficile de faire un tour avec lui dans le camp sans qu'il ne soit hélé et salué de part et d'autre par des enfants, des jeunes et des adultes tant il est connu sur le camp. Et quand vous lui demandez pourquoi il est si connu, il vous répond avec ironie : « c'est parce que je suis un des leurs qu'ils me connaissent ».

Pour lui, les jeunes sont conscients de leur importance au sein du camp. C'est d'ailleurs pourquoi ils se sont organisés en clubs et mènent des activités de sensibilisation sur diverses thématiques. Son souhait est de voir les jeunes compétents, diplômés et formés s'occuper utilement et être utiles pour les organisations qui travaillent sur les sites de réfugiés.

Ecrit par Koyir Désiré



« Nous demandons plus d'appuis pour les réfugiés »

Abdourahamane Mohamed, réfugié malien sur le site de Goudébou, nous avons rencontré Abdourahamane Mohamed, 28 ans, ex étudiant en journalisme aujourd'hui réfugié. Il nous livre ses impressions.

Depuis quand êtes-vous arrivés ici et qu'est-ce qui vous a conduit à Goudébou ?

Je suis arrivé en début du mois de février 2012 dans ce camp. Je viens de la région de Kidal (nord du Mali), je suis venu à cause des hostilités (guerre qui sévit dans le nord du Mali).

Quelle appréciation faites-vous de la prise en charge dans ce camp ?

Sur le plan alimentaire : la ration est insuffisante vu la taille des ménages (12 Kg de riz, 3 Kg de céréales et 0,3 l d'huile végétal) et la qualité n'y est pas. Cette ration bien qu'on s'adapte ne répond pas à nos besoins alimentaires réels. Nous sommes des nomades, notre alimentation de base est le lait à qui s'ajoutent le mil, les pâtes alimentaires et la viande.

Sur le plan sanitaire, certes il existe un centre de santé avec un médecin. Mais la couverture est insuffisante surtout

avec l'arrivée massive du jour au lendemain de nouveaux réfugiés. Les pathologies les plus fréquentes sont les diarrhées surtout chez les enfants et les vieillards causées par l'alimentation et le paludisme.

Sur le plan éducatif, il existe une école primaire dans le camp, mais la plus grosse difficulté se situe au niveau secondaire et supérieur. Les jeunes ont abandonné parce que les infrastructures manquent et les parents n'ont pas les moyens de les inscrire dans les écoles de la place.

Quels sont vos sentiments et votre état d'esprit dans ce camp ?

J'éprouve d'abord un sentiment de satisfaction, pour l'accueil que nous a réservé le peuple frère et ami du Burkina Faso et la mobilisation des partenaires dont l'OCADES Caritas Burkina. Quant à mon état d'esprit, je suis perplexe, car j'ai perdu ma scolarité durant deux ans,

alors que j'étais en deuxième année de journalisme à l'université Cheik Anta Diop du Sénégal. Aujourd'hui, il m'est très difficile de pouvoir continuer mes études (manque de moyens et instabilité dans ma zone).

Quel appel as-tu à l'endroit des autorités du Mali, des groupes armés, des autorités du Burkina Faso, des partenaires et de la communauté internationale ?

Aux autorités du Mali et aux groupes armés d'opter pour une solution pacifique pour le développement du pays. A l'Etat du Burkina Faso : la sécurisation des réfugiés, la scolarisation des enfants, l'intégration des réfugiés dans les activités socioprofessionnelles et le plaidoyer pour la mobilisation des partenaires afin de nous assister.

A la communauté internationale, la CE-DEAO et les partenaires, nous demandons d'intensifier leurs appuis pour la prise en charge effective des réfugiés dans les camps sur le plan alimentaire, éducatif et sanitaire d'une part, pour la sécurisation et la réconciliation du peuple du Mali donc la stabilité du pays, d'autre part.

Ecrit par Amadou Boulwedou

Caritas Sénégal se prépare à une prise en charge de réfugiés maliens

Si tous les spécialistes prévoient que la crise va durer au Mali, Caritas Sénégal se prépare déjà à une éventuelle prise en charge des réfugiés maliens. Elle a participé au processus d'élaboration du plan de contingence du Sénégal, piloté par le bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) à Dakar, entre octobre 2012 et janvier 2013.

Caritas Sénégal a pris part, avec les autres membres de l'équipe humanitaire du Sénégal, à l'identification des sites de transit et d'accueil des réfugiés dans la partie Sud-est du pays, frontalière au Mali, pour une capacité de plus de 38500 personnes (réfugiés maliens, retournés sénégalais et autres personnes transitant par le Sénégal). L'inventaire des infrastructures existantes sur les sites identifiés et le recensement des besoins à couvrir sont déjà bouclés.

A l'heure actuelle, à l'instar des autres membres de l'équipe humanitaire du Sénégal, Caritas Sénégal s'attèle à trouver des financements pour contribuer au pré-positionnement de certains produits alimentaires et non alimentaires et à la mise en œuvre globale du plan de contingence pays. Elle a intégré les besoins liés à la prise en charge d'éventuels réfugiés dans le projet régional de réponse des Caritas au Sahel à la crise humanitaire, consécutive à la situation sociopolitique difficile au Mali.

Le facteur déclencheur du plan de contingence du Sénégal prévoit un afflux de 100 réfugiés par jour pendant une semaine et un nombre de 1000 personnes dans des villages jouxtant la frontière sénégal-malienne. Pour l'instant, Caritas Sénégal, à travers son Point d'Accueil pour Réfugiés et Immigrés (PARI), a enregistré quatre (04) ré-



Célestin SAMBA

**Chargé de programmes
Caritas Sénégal**

fujiés provenant du Cercle de Diré, une collectivité territoriale du Mali dans la Région de Tombouctou. Ces derniers bénéficient d'un appui pour le logement, l'alimentation et des frais médicaux.

Le monitoring de la frontière sénégal-malienne se poursuit avec les antennes du comité national de gestion de la situation des réfugiés, personnes déplacées et rapatriés du Sénégal (CNRRPD), basés dans les régions de Tambacounda et Kédougou.

Ecrit par Célestin SAMBA

Analyse

Entre paix et incertitude

Entretien

Depuis février 2012, les touaregs franchissent par milliers la frontière entre le Mali et le Burkina pour s'installer dans des camps de fortune, mis en place par le HCR, comme ceux de Mentao, à plus de 300 km, au Nord de la capitale, Ouagadougou. En dehors de quelques effets et autres bagages nécessaires et le petit bétail, ils ont presque tout laissé au Mali. Mais pour eux, c'est le prix à payer pour avoir la paix. Dans ces camps de réfugiés de Mentao vivent des femmes et des jeunes, venus pour la plupart de la région de Mopti, partagés entre la paix et l'incertitude, après un an d'exil en terre burkinabé. Reportage.

Une jeune femme, habillée d'une djelaba rouge, rencontrée sur le site des réfugiés de Mentao Nord, âgée de près de quarante ans, accepte de se présenter : « Je suis Matata Wallete, mariée et mère de 02 enfants ». Dans ce camp, Matata Wallete exerce une fonction bien précise : « Je suis la responsable élue des femmes et animatrice de Caritas Burkina pour la sensibilisation et la formation dans le cadre du projet de l'énergie domestique ».

A l'instar des autres femmes, son entrée dans le territoire burkinabé est synonyme de paix : « Depuis que nous sommes arrivés à la frontière du Burkina, soutient-elle, nous nous sentons en sécurité, jusqu'à ce jour. Ici tout se passe bien. Les autorités et populations nous ont bien accueillis et nous sommes en paix avec elles ».

Même son de cloche chez Aicha, une jeune touareg, bien frêle, âgée seulement de 20 ans. Encore marquée par le geste d'hospitalité des forces de police à la frontière du Burkina, elle affirme : « A la frontière les policiers nous ont même souhaité la bienvenue. » Ali Ag Alassane, 19 ans, tient aussi à donner la raison principale de sa présence à Mentao Nord : « Je suis venu ici avec toute ma famille pour avoir la paix parce qu'on était très menacé à Sévaré ».

Seulement, la paix ce n'est pas tout et ne donne pas tout. Selon Matata Wallete, les femmes touaregs à Mentao sont désœuvrées : « Notre plus grand problème est que nous ne pouvons mener aucune activité génératrice de revenus ». Elle signale même que ce

manque de revenus a failli plomber le projet des foyers améliorés lancé par l'OCADES Caritas Burkina, pour préserver l'environnement. La raison évoquée : « Les femmes voulaient des motivations financières dans ce projet pour avoir un peu d'argent afin de mener des petites activités de commerce, en vue de mieux s'occuper de leurs familles », explique cette ancienne animatrice à Oxfam Mali, dans la région de Mopti.

En attendant ces motivations, elles apprécient les résultats bénéfiques des foyers améliorés. Matata Wallete exprime leur reconnaissance : « C'est vraiment grâce à Caritas Burkina que nous avons découvert les foyers améliorés et nous les trouvons bénéfiques sur tous les plans : économie, hygiène et autres. Nous leur disons merci pour cela ».

Ces femmes se font aussi des soucis pour leurs enfants. Selon la présidente des femmes : « Nous avons des problèmes pour assurer l'habillement et l'éducation scolaire de nos enfants ». Il n'y a qu'une seule école élémentaire dans le camp ouverte par les organismes humanitaires. A cela s'ajoute cette difficulté liée aux vivres distribués par les ONG, peu conformes à leurs habitudes alimentaires.

La détresse et l'angoisse se sont également emparées des jeunes. Ali Ag Alassane témoigne : « Nous les jeunes, nous ne pouvons rien faire ici. Nous passons nos journées à boire du thé, à écouter la radio et à passer d'un



Madame Matata Wallete

arbre à un autre, à la recherche de l'ombre ». En plus, « dans ce camp, il n'y a pas de loisirs sauf quand les intervenants d'une Ong viennent avec des jeux de dame et de scrabble. Mais ils repartent avec, à la fin de leur intervention », poursuit-il avec désolation.

Mais il y a plus grave pour ce jeune homme, habillé à l'européenne, qui est arrivé au camp des réfugiés de Mentao, il y a un an. A Sévaré, il était en classe de terminale et envisageait une formation qualifiante en génie civil. Aujourd'hui, il ne lui reste presque plus d'espoir. « Je m'inquiète sérieusement pour mon avenir. Je devais passer mon bac, il y a un an, voilà que je ne suis plus reparti en classe depuis. Tout semble perdu maintenant. Je ne vois pas comment les choses changeraient au Mali pour que nous puissions retourner chez nous. Il n'y a pas de collège ou de lycée dans le camp. Aller poursuivre ma scolarité à Ouagadougou est hors de portée pour ma famille », confie-t-il. Nous n'avons même pas d'amis à cause de la barrière de la langue locale, le peulh » ajoute-t-il avant de rejoindre les autres jeunes touaregs sous un arbre.

Les femmes et les jeunes touaregs réfugiés à Mentao font la douloureuse expérience que si sans la paix, on ne peut rien construire, avec elle il faut tout reconstruire.

Ecrit par Abbé Roger Gomis

Des actions concertées



la distribution gratuite de kits de cuisine dans le camp de Mentao

Les conséquences du conflit armé au Mali ont fait plusieurs réfugiés dont environ 40 000 sont au Burkina Faso. Les premiers réfugiés sont arrivés sur les sites du Burkina Faso à partir du 30 janvier 2012. En effet, une première vague est arrivée le 30 janvier et une deuxième le 4 février 2012.

Plusieurs agences humanitaires sont intervenues depuis le début des arrivées.

Nous nous sommes intéressés à l'appui apporté par le partenariat CRS Burkina et OCADES Caritas Burkina. Dès le 28 février CRS Burkina et OCADES Caritas Burkina se sont rendus à Gorom Gorom dans la province de l'Oudalan pour procéder à un assesment rapide sur les besoins immédiat des réfugiés. Plusieurs activités ont été

identifiées à partir de là. Nous pouvons noter entre autres la réhabilitation de forages, la réalisation de forages, la distribution gratuite de kits alimentaires, de cuisine, de santé, d'hygiène, du matériel de couchage.

Ces activités ont eu lieu dans les provinces du Soum et de l'Oudalan sur les sites de Féréro, Damba, Gandafabou et Mentao au bénéfice de plus de 25 000 personnes réfugiées.

Par ailleurs, les deux partenaires ont déjà organisé des foires aux vêtements et divers pour compenser les besoins des réfugiés. Cette activité concerne également les 11 villages hôtes des deux provinces du Soum et du Oudalan (sites de Mentao, Goudebou et Sagniogo).

Actuellement, CRS Burkina et OCADES Caritas Burkina sont en train de mener des activités de cash for work pour les habitants des villages hôtes (soit 10 villages de la province du Soum et celui de Oudalan.) En plus du cash for work, il y a également le cash simple au bénéfice des populations hôtes.

Parallèlement, OCADES Caritas Burkina intervient dans la distribution d'énergie domestique.

Ecrit par Gaston GORO



Gaston GORO
Conseiller à la Communication
Chargé des Urgences
Caritas Mali

Directeur de Publication
Abbé Isidore OUEDRAOGO
Coordination éditoriale
Arsène Flavien BATIONO
Maquette, PAO
Souleymane GALADIMA
Rédaction
Simon GNIMINOU
Abbé Roger GOMIS
Ali MANA
Gaston GORO
Amadou BOULWEYDOU
Koyir Désiré SOME
Pierre Célestin SAMBA
Souleymane GALADIMA
Arsène Flavien BATIONO